

Réorganisation néocoloniale à Madagascar

Chaos libéral et élections pour « normaliser »

(http://afaspa.com/IMG/pdf/aa130_18-20_Madagascar_RABEHERIFARA.pdf)

Jean-Claude Rabeherifara – 01/12/13

Ce dernier trimestre 2013, Madagascar est de plain-pied dans un processus électoral pour tenter de sortir « de façon apaisée » de la « crise » politique inhérente au coup d'état militaro-civil de 2009. Après une série de renvois ultérieurs pour désaccords entre acteurs politiques, le premier tour des présidentielles a eu lieu le 25 octobre dernier. Ce 20 décembre, le deuxième tour sera couplé aux législatives.

Le processus électoral actuel découle d'une feuille de route établie par l'ensemble des forces politiques sous l'égide de la communauté internationale. Le financement du processus électoral a pu être assuré grâce au PACEM (Projet d'appui au cycle électoral à Madagascar) largement alimenté par l'UE (Union européenne). La SADC (Communauté de développement d'Afrique australe), en revanche, n'est pas parvenue à réunir les 10 millions de dollars promis. Seule l'Afrique du sud a apporté une contribution, sous la forme d'affrètement d'hélicoptères pour le transport des matériels de vote.

Péripéties électorales

Après l'invalidation de huit candidatures dont celles des anciens présidents Ratsiraka et Ravalomanana et du président Rajoelina de la Transition (ces deux derniers fortement empêchés d'ailleurs par la « communauté internationale »), 33 candidats aux présidentielles ont été admis à concourir pour le premier tour. En général, ces « rescapés » sont versés dans le business : tous annoncent vouloir « améliorer le climat des affaires » et ouvrir le pays aux investissements étrangers.

Pour les observateurs, notamment internationaux, le premier tour des présidentielles a été globalement « libre et équitable ». Mais le SeFaFi (Observatoire de la vie publique) a dressé un bilan sans concession de ce scrutin : pléthore de candidats, dévalorisation de la fonction présidentielle, promesses démagogiques, politique-spectacle et folles dépenses de campagne, sources de financement opaques, incapacité de la Cénit (Commission électorale nationale indépendante de la Transition) par son manque d'indépendance vis-à-vis des bailleurs, carence des listes électorales, sensibilisation déficiente des électeurs, absence de coordination des observateurs, précipitation des observateurs internationaux à déclarer que le scrutin s'était déroulé sans anicroche, comportement condamnable de la représentante des Nations unies etc. La Cénit elle-même a reconnu que 10% des électeurs n'ont pas pu voter au premier tour. Par ailleurs, il est à noter que quelques 7,8 millions de individus ont été enregistrés (208 000 de plus qu'aux dernières élections de 2006 sous Ravalomanana) alors que le pays compterait actuellement 22 millions d'habitants : le déficit serait de l'ordre de 2,7 millions à 3 millions.

Les 20 001 bureaux de vote ouverts ont accueilli 4 831 666 votants sur les 7 823 305 inscrits, soit un taux de participation de 61.85%. 6.28% Blancs et Nuls ont été enregistrés. Jean-Louis Robinson (21,1%) et Hery Rajaonarimampianina (15,8%) sont admis au deuxième tour et ils ont très largement distancé les 31 autres candidats. Parmi les recalés, un seul – pour son score de 10,35% – sera remboursé de sa caution. Les candidats qui suivent ont fait respectivement 9%, 6,85%, 4,5%, 4,35%... Puis viennent cinq candidats à 2% et six à 1%. En queue de peloton se signalent les 15 « zérovirguliens » (selon la dérision locale !) qui ont fait moins de 1%.

À l'analyse, près des deux-tiers des suffrages exprimés ne se sont pas portés au premier tour sur ces deux finalistes : leur base électorale est donc très limitée. Les tractations, pour alliance et report (très incertain !) de voix, animées essentiellement par des intérêts financiers, économiques et personnels qui n'auront rien à voir avec l'intérêt général, vont dominer la campagne du deuxième tour.

Le deuxième tour du 20 décembre opposera ainsi Jean-Louis Robinson et Hery Rajaonarimampianina, respectivement soutenus par le camp du président destitué Ravalomanana et celui de Rajoelina. Un certain pessimisme prévaut pour ce qui n'est que - de nouveau - l'affrontement des deux protagonistes de la crise de 2009, par leurs candidats interposés : ce round ne risque-t-il pas de relancer les tensions politiques dans l'île ? Au micro de RFI récemment, le politiste Solofo Randrianja notait que « *tous les ingrédients d'une nouvelle crise sont d'ores et déjà présents* » à Madagascar. International Crisis Group, de son côté, exprimait aussi ses inquiétudes face aux risques inhérents à ce scrutin. (1)

En tout cas, une certaine tension est aujourd'hui perceptible suite à diverses manœuvres pas apaisantes :

- Après de vifs débats, la Cénit a décidé d'autoriser la constitution d'une liste électorale additive. La « liste mère » ne sera pas révisée mais l'augmentation du nombre d'électeurs peut devenir un argument de contestation des résultats auprès de la CES (Cour électorale spéciale).
- Un décret du 6 août, tenu secret et divulgué seulement le 27 novembre, autorise Rajoelina à intervenir dans les campagnes (présidentielle comme législative) des candidats de son obédience, le MAPAR (*Miaraka amin 'ny Prezidà Andry Rajoelina* / « Avec le président Andry Rajoelina »), alors que l'ancien texte, en conformité avec le code électoral, imposait aux chefs d'institutions de s'abstenir de prendre la parole dans les meetings où ils étaient présents. La procédure d'adoption de ce nouveau décret continue de susciter beaucoup d'interrogations.
- Des chefs militaires restent irréductiblement opposés au retour de Ravalomanana (au cas où Robinson l'emportait).
- Rajoelina investit visiblement dans les législatives et manœuvrerait pour devenir le premier-ministre « à la Poutine » d'un Rajaonarimanana élu président.

La guerre entre businessmen pour la conquête du pouvoir politique (au profit de leurs affaires) ne connaît aucun répit et prétend impliquer tout le pays et toutes les ressources. RFI a révélé que le budget de campagne de Hery Rajaonarimampianina est de l'ordre de 43 millions de dollars. Par comparaison, « le budget de campagne de François Hollande en 2012 se chiffrait 'seulement' à 21,8 millions d'euros et celui de Nicolas Sarkozy à 'uniquement' 21,3 millions ». Les multinationales lorgnant sur les terres, les mines et autres richesses du pays sont sollicitées : une « petite avance » qui leur rapporterait très gros... Selon *Africa Energy Intelligence*, « Les pétroliers déjà présents ont récemment eu des discussions tendues avec le pouvoir sortant, quant à ceux qui voudraient entrer, il leur faudra se positionner pour être dans les petits papiers des proches des nouveaux dirigeants malgaches. Le président de la Transition aura réussi à conserver la main sur le secteur pétrolier jusqu'au dernier jour et obtenu des compagnies des contributions exceptionnelles. Les deux candidats à la présidence de la République et leurs proches collaborateurs font l'objet de toutes les attentions des pétroliers. » (2)

D'escalades en surenchères, la « crise » politique malgache commencée en 2009 a vite dégénéré en chaos aggravé dans lequel la population étouffe... La dérive autoritaire du régime Ravalomanana (issu de la « crise de 2002 ») s'est accélérée en 2007 avec une réforme constitutionnelle renforçant le pouvoir présidentiel. Comme ceux qui l'ont précédé, ce régime a constamment réprimé le mouvement social. Droits des travailleurs ignorés dans les zones franches, expulsion des paysans de leurs terres par l'agrobusiness, liberté d'expression de la société civile et des médias bafouée : la logique libérale qui enrichit depuis des décennies une minorité, appauvrit de plus en plus la population et brade les ressources nationales (à l'instar de l'Affaire « Daewoo Logistics » divulguée fin 2008) est à l'origine de la colère des Malgaches. Contre le cours corrompu et autoritaire du régime en place, Andry Rajoelina (maire d'Antananarivo destitué par Ravalomanana en février 2009) et ses alliés civils et militaires ont su instrumentaliser le mécontentement populaire et ont envoyé de manière irresponsable la foule assiéger le pouvoir en place. Mais l'alliance qui a réalisé le coup d'Etat de mars 2009 n'a, de fait, proposé qu'une simple alternance avec un personnel politique non issu d'un processus électoral : une Haute autorité de transition (vers une Quatrième république) ou HAT, formée surtout de gens d'affaires et de politiciens opportunistes. Ravalomanana s'exila dès lors en Afrique australe d'où il mène une intense activité diplomatique contre ses tombeurs.

La dite « communauté internationale », à savoir la SADC (Communauté de développement d'Afrique australe), l'Union africaine, l'Union européenne et l'ONU ne pouvaient, au nom de leurs principes et chartes respectifs, que condamner le coup d'Etat de Rajoelina et ne pas reconnaître le pouvoir qui en est issu. Sur ces bases, la « transition » consistait en une surenchère effrénée entre les fractions (pro-Rajoelina et pro-Ravalomanana essentiellement mais aussi d'autres) de la classe militaro-politico-économique pour le partage du pouvoir alimentée par d'ubuesques séquences de cooptations, d'alliances et de ruptures d'alliances... Péniblement, une « feuille de route » de sortie de crise, corpus d'engagements des acteurs politiques malgaches construit grâce à la médiation de la SADC, a pu être signée officiellement le 17 septembre 2010 par la quasi-totalité des groupements de politiciens de la place. Le referendum controversé du 17 novembre 2010 pour la Quatrième république puis la constitution d'un gouvernement d'« union nationale » et la nomination d'un premier ministre consensuel ont ponctué un processus de fuite en avant qui, à l'évidence, ne pouvait donner aucune garantie de véritables changements allant dans le sens des intérêts de la population.

Ne pas oublier la ruée des multinationales sur les ressources

La majorité de la population n'est pas dupe des enjeux du micmac politico-affairiste ambiant. Multinationales et puissances anciennes et/ou émergentes, alliées à leurs clientèles locales respectives, rivalisent :

- certaines pour contrôler les ressources minières (le Canadien Rio Tinto, d'un côté, et le Chinois Mainland Mining, de l'autre : l'ilménite ; l'Anglo-austral-canado-malgache Sherritt International : le nickel et le cobalt ; l'Allemand Tantalus, d'un côté, et le Français Rhodiapour, de l'autre : les « terres rares », 17 métaux stratégiques dont la série des lanthanes, plus le scandium et l'yttrium ; l'Indien Varun : l'exploration d'uranium dans la région d'Amoron'i Mania et dans le Menabe), d'autres pour s'assurer les ressources pétrolières (le Chinois Sunpec dans le Canal du Mozambique, la Française Total investissant à la fois dans l'off-shore et le schiste bitumineux, Varun prospectant du pétrole sur plus de 5 000 km² au sud de Mahajanga et du gaz au large de l'île Sainte-Marie etc.), d'autres encore pour accaparer les ressources foncières (à l'exemple de l'Italien Tozzi Green et des Indiens Landmark dans l'Ihorombe et Varun dans le Nord, après les turpitudes du Sud-Coréen Daewoo Logistics dans le Nord-Est et dans l'Ouest (avant qu'elles ne soient suspendues, selon des déclarations de la Transition)... en tout cas, des accaparements de terres pour la plupart dans le but de produire – avec des semences transgéniques, selon certaines hypothèses – de l'agrocarburant au bénéfice des économies des puissances étrangères...

Marché de dupes en général au vu des redevances pour Madagascar sans commune mesure avec les bénéfices attendus par les multinationales (dans la loi malgache même sur les grands investissements miniers ou LGIM, par exemple). Toutefois, aucun contrat d'exploitation promis pendant cette « crise » ne peut être véritablement acté, faute de pouvoir politique légitime reconnu... Il reste que les forçings actuels sur les ressources foncières, minières et forestières expulsent déjà quantités de paysans, agriculteurs ou pasteurs, des terres sur lesquelles ils vivent et travaillent depuis plusieurs générations : ce qui met en péril l'agriculture familiale nourricière jusqu'à la sécurité et la souveraineté alimentaires du pays.

Stratégie du chaos

Dans son rapport publié en juillet 2013, la Banque mondiale révèle que 92% de la population malgache vit en dessous du seuil de pauvreté. Neuf habitants sur 10 vivent donc avec moins de deux dollars par jour à Madagascar (3).

La « crise », en tout cas, a eu pour effet de faire rater au pays la majorité des progrès vers des défis de longue durée inclus dans les « Objectifs du millénaire pour le développement » (OMD) : particulièrement, ne seront pas atteints en 2015 les objectifs de la lutte contre la pauvreté, contre la faim, contre la maladie... Cette situation s'articule avec la recrudescence de l'insécurité, la mauvaise gouvernance de l'exploitation des ressources naturelles et le progrès limité dans la lutte contre la corruption.

En tout cas, pour cause de coup d'Etat, Madagascar a été exclue de l'AGOA (African Growth and Opportunity Act) censé soutenir l'économie des pays africains en leur facilitant l'accès au marché américain s'ils suivent les principes de l'économie libérale. Pour la même raison, elle reste privée de l'essentiel du 10^e FED (Fond européen pour le développement), d'un montant de près de 600 millions d'euros, même si l'Union européenne a consenti à en débloquer 100 dans le cadre d'une aide humanitaire...

D'aucuns ne manqueront pas de pointer dans ces sanctions une myopie politique qui fait payer à un peuple les aberrations de ses dirigeants... D'autres y verront le renforcement d'un processus de sape (commencé depuis des décennies) de la souveraineté malgache par rapport aux enjeux géostratégiques en cours : je suis de ceux-là.

Ce qui est visiblement en jeu reste la réorganisation tendancielle du procès néocolonial. La crise du néocolonialisme a commencé vers la fin des années soixante. Plusieurs réorganisations du procès en question ont été successivement mises en place pour surmonter la « crise », depuis le dévoilement de la révolution socialiste des années soixante-dix en « socialisme administratif tropical » jusqu'au tout libéral actuel... Le chaos malgache est donc de longue date : il est aujourd'hui dans une phase aggravée avec la ruée des multinationales sur les ressources. Un autre chaos que celui induit par les guerres ailleurs. Mondialement, une véritable stratégie du chaos permanent (4) est déployée à tout va : interventions en Libye, en Syrie, au Mali etc. pour ce qui concerne l'Afrique.

Ici, la transition libérale n'arrive pas à vraiment prendre, parce qu'aucune des fractions dirigeantes, entre compradores divers et secteurs qui défendent peu ou prou leur marge de manœuvre contre l'impérialisme, ne l'emporte vraiment sur les autres. Cette transition libérale contrariée se défoule sur les pans fragilisés de la société, y compris les classes moyennes appauvries.

Le tout n'étant surtout pas qu'un problème de conversion idéologique, même si celle-ci a gagné du terrain... La prestation des candidats aux présidentielles, mais particulièrement les finalistes – et, sans doute aussi, beaucoup de prétendants à la députation [2064 candidats (dans 119 districts) pour 151 sièges] –, est d'un pathétique : cela se voyait, par exemple, dans leur prestation dans des « castings » à l'instigation des chambres de commerce internationales pour déterminer le bon libéral selon les cadres logiques de la finance et des affaires. Les institutions financières et leur « climat amélioré des affaires » veulent voir d'abord des sujets « gouvernables » et

« gouvernés », c'est-à-dire pas citoyens. Par contre, sur le terrain, les campagnes sont menées à coups d'artistes, de T-shirts, de concerts, de stades remplis et autres artifices. Parfois, des bons libéraux se griment même en « révolutionnaires » ou en « nationalistes » pour mystifier, « performer », « gagner » des voix !...

Rumeur, rumeur...

Les mises en œuvre actuelles de stratégies et de tactiques encore plus cyniques les unes que les autres par les belligérants politico-affairistes extérieurs et intérieurs du chaos malgache ne sont probablement pas de bon augure pour la grande majorité des 22 millions de Malgaches en quête de sérénité et d'un peu de mieux-être... Mais qui vivra verra ! Les rumeurs enflent et, selon les rumeurs, les brimés luttent et s'organisent pour un avenir de progrès et sans oppression, un « autre monde »...

(1^{er} décembre 2013)

(1) International Crisis Group, *Will Madagascar's elections end the perennial crisis ?*, 14 novembre 2013.

(2) « Pétrole et politique toujours en tandem », *Africa Energy Intelligence*, 28 novembre 2013.

(3) Assanatou Baldé : « Madagascar ou l'agonie de tout un peuple », *Afrik.com*, 10 juillet 2013.

(4) Maxime Kantor, « La stratégie du chaos permanent », *Courrier international*, 3 octobre 2013 (<http://www.courrierinternational.com/article/2013/10/03/la-strategie-du-chaos-permanent>)